

Extases et désenchantements montréalais

Emmanuelle Walter

Numéro 320, été 2018

Îlots urbains

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/89468ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (imprimé)

1923-0915 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Walter, E. (2018). Extases et désenchantements montréalais. *Liberté*, (320), 37–38.

Extases et désenchantements montréalais

EMMANUELLE WALTER

Je débarque à Montréal le 9 février 2011, pendant une tempête aveuglante et par un froid polaire. Au-delà de la poudrière et des bancs de neige, l'Européenne en moi distingue trois choses: la présence des arbres partout; la faible densité qui rend les quartiers centraux aussi charmants qu'un village; l'absence visible d'homogénéité architecturale et de vision urbanistique. Je me réjouis. Je viens d'un pays où les grandes villes, pensées, organisées, lissées, patrimonialisées, embourgeoisées jusqu'à la gueule, ressemblent à des musées – des musées dont on a éjecté les classes moyennes et modestes. J'apprécie de Montréal son *n'importe quoi* urbain (la maison victorienne qui voisine avec une tour des années 1970), ses « dents creuses » (les terrains vagues et désaffectés entre deux bâtiments) et sa nonchalance. Nul effort et nulle sophistication dans les vitrines des boutiques, des cafés et des restaurants – c'est une fois à l'intérieur que l'on sait où l'on est. Ceci résume cela: un moindre attachement aux apparences, un rapport plus détendu à la vie et au temps, une *coolitude* non feinte. Les mois passent et l'été arrive. C'est une épiphanie. Je marche dans la rue et j'éprouve de manière sensitive la faible hiérarchie sociale d'ici et la possibilité pour chacun de vivre ce qu'il est, sans se préoccuper outre mesure du regard d'autrui. Je flotte. La rue montréalaise est une ouate, pour nous autres Européens. « Un hammam », me dit un ami suisse. J'aime. J'en ai besoin. Me fondre dans cette ville, c'est me débarrasser de kilos d'histoire française, de névroses bourgeoises, d'arrogance élitiste, de violence sociale.

Cela étant dit, pour la première fois depuis longtemps, je m'installe dans un quartier qui me correspond sociologiquement, le Mile End, un concentré de journalistes, de réalisateurs et d'artistes au nord-ouest du Plateau-Mont-Royal. L'angoisse du déracinement, sans doute. J'ai vécu huit années dans une banlieue pauvre, principalement noire et arabe, au nord de Paris. Puis quatre autres dans une campagne éminemment blanche, catholique et conservatrice, le Perche, en Normandie. Chaque fois, il m'a fallu comprendre, m'adapter, me défaire des réflexes et des références implicites qui nous constituent quand nous vivons au milieu de nos semblables. Mais si le Mile End commence par nous ensorceler, l'intégration fait son œuvre et s'accompagne d'un regard plus aigu, plus critique. La gentrification, pourtant amorcée dès la fin des années 1990,

continue de galoper jour après jour sous mes yeux affolés. Elle fige le quartier dans les palmarès des quartiers les plus *cool* du monde et arrose les rues de boutiques improbables – comment vivre en vendant trois paires de baskets *vegan*, deux revues de design finlandais et des lunettes *vintage*? – aux noms qui claquent comme une gifle au visage (« Mercantile », au coin de Fairmount et de Clark), tandis que mes voisines artistes ou âgées sont évincées de leurs logements. L'observation du phénomène devient l'objet numéro un de mes conversations de trottoir avec ma voisine Marie Sterlin, et avec la réalisatrice Carole Laganière, préoccupée par l'évolution d'Hochelaga-Maisonneuve, nous nous lançons à trois dans l'élaboration d'un webdocumentaire (*Gentriville*) et d'un film (*Quartiers sous tension*) qui vont nous absorber pendant deux grosses années. Nous partons de nos propres itinéraires résidentiels. Nous plongeons dans cette réalité mouvante, complexe, où le gentrificateur peut devenir quelques années plus tard victime de la gentrification qu'il a déclenchée. Nous ratissons la ville, nous interviewons des dizaines de résidents, de chercheurs, de militants. Nous trouvons douze quartiers de Montréal qui sont touchés par la vague, au plan commercial, au plan immobilier, au plan urbanistique. Ce n'est pas le moindre des paradoxes que des mairies d'arrondissement progressistes, soucieuses à la fois d'écologie urbaine et d'inclusion sociale, génèrent l'embourgeoisement de leurs quartiers, à force d'embellissement et de saillies de trottoirs plantés d'herbes sauvages. Mais ne pas aménager et abandonner la ville aux promoteurs, c'est encore pire. C'est Griffintown – un immense *condo* pour yuppies, sans mixité et sans vie –, c'est Brossard – vampirisé par les centres d'achats dernier cri –, c'est Laval – royaume de l'étalement urbain. C'est dire adieu à toute idée de civilisation, c'est renoncer à *faire société*, et tourner le dos à la dimension historiquement émancipatrice de la ville.

Bientôt, nous nous voyons évoluer. Nous prêchions la mixité sociale; voilà que nous doutons de sa nécessité, à force d'écouter les militants du droit au logement et les habitants contraints de quitter le quartier qui les a vus naître. Si la mixité n'est qu'une étape dans la marche vers l'embourgeoisement d'un quartier au complet, pourquoi l'appeler de ses vœux? Qu'a-t-elle de si lumineux, sinon pour celles et ceux qui se rengorgent d'être capables de vivre avec plus pauvre

(Hochelaga, Verdun) ou plus basané (Parc-Extension) que soi? Bientôt nous définissons deux manières de freiner la gentrification. La manière politique et collective, encore balbutiante ici: logement social partout, amendes contraignantes pour les promoteurs qui ne font aucun effort dans ce sens, baux commerciaux contrôlés pour éviter la disparition de cafés et d'épiceries abordables. Et la manière individuelle, qu'un nombre grandissant de Montréalais fait sienne: abandonner Airbnb, soutenir les voisins menacés d'éviction, proposer des loyers abordables si on est propriétaire... Marie et moi appelons cela en riant la « compensation gentrification », inspirée de la « compensation carbone » des écologues, que nous sommes aussi. Elle implique également de se méfier comme de la peste du *branding* immobilier et territorial, qui conceptualise les villes et les modes de vie pour mieux les vendre, à la manière de produits de consommation.

Un soir de l'hiver 2016-2017, je découvre avec enthousiasme une installation de la Pépinière, ce groupe de designers qui créent des espaces éphémères et chaleureux dans les interstices de la ville – terrains vagues, bout de plage sous l'autoroute, carrés de béton abandonnés. À quelques pas de chez moi et de la voie de chemin de fer, La Petite Floride comprend une patinoire, un vieux bus scolaire où l'on mange de délicieux grilled cheese, des bottes de foin où se cacher et des braseros pour réchauffer les âmes. L'été suivant, je flâne avec délice dans leur Village au Pied-du-Courant, plage urbaine et colorée où l'on grignote des blinis à la farine de grillon en jouant à la pétanque, tandis que nous parvenons depuis l'autre rive les cris de terreur ravie des clients de la Ronde. Une lecture tempère cependant mes ardeurs, un texte décoiffant de l'urbaniste Marie-Sophie Banville, dans la revue *Nouveau Projet*. Que dit-elle? Que ces expériences, « des laboratoires permettant de tester de nouvelles idées et de révéler de nouveaux territoires sans la lourdeur administrative qui accompagne les grands projets urbains », ont leurs limites. Persuadées que l'hyperlocal est la clé, obnubilées par l'esthétique du recyclage, mais oubliées des enjeux majeurs de la ville, ces démarches permettent de passer à côté de l'essentiel. « On voudrait constater le même engouement pour l'avenir des hôpitaux fermés à Montréal, et sentir de l'indignation à l'égard des pouvoirs grandissants de l'opaque Caisse de dépôt et placement pour l'avenir de nos grandes infrastructures au Québec », conclut-elle, cinglante.

C'est que les temps ne sont pas à la tiédeur. L'emballement climatique et la crise sociale rendent inappropriées les demi-mesures. Lire des essais qui disent l'urgence trouble mon confort d'urbaine certes précaire mais privilégiée. À nous la ville! (NDE: dont vous pourrez lire un extrait dans ce dossier), du jeune philosophe québécois Jonathan Durand Folco, montréalise les espoirs portés par le municipalisme libertaire. Le texte me galvanise. Il conjugue tout ce à quoi je tiens. Il annonce un monde qui renaît après l'apocalypse climatique. Il dit que la ville et l'attachement à son quartier contiennent les germes d'une nouvelle révolution. Je déclare à mes enfants que finalement, tout bien réfléchi, je suis anarchiste. Ils éclatent de rire. Et pourtant cette impression se confirme jour après jour,

jusque dans la description, par Denys Delâge et Jean-Philippe Warren, de l'organisation sociale et politique des communautés autochtones avant la conquête, dans leur envoûtant *Piège de la liberté* (Boréal, 2017). Parlez-moi d'égalité réelle, parlez-moi de rapport intime au territoire, de déconstruction du pouvoir, d'intérêt général. Parlez-moi de demain.

Le soir de l'élection de Valérie Plante, je suis aux premières loges du théâtre Corona, en compagnie d'un de mes ados, pour vivre ce moment qui met les larmes aux yeux de jeunes féministes anglophones assises à nos côtés. Je sais que je vais être déçue, mais je goûte l'instant. Une femme. Une écolo. Quelques mois plus tard, le projet modeste qui consiste à limiter la circulation sur le mont Royal, initié par Luc Ferrandez, met le feu aux poudres et fâche des baby-boomers pourtant étiquetés progressistes. Pour avoir suivi la réforme écologique de Paris au début des années 2000 – quartiers à 30 km/heure, stationnement limité, pistes cyclables et transports publics décuplés –, je sais combien ces mesures sont impopulaires. Et combien il faut tenir la barre contre vents et marées pour les mener à bout, sans peur de se faire détester. Ces difficultés qu'éprouve la ville à se propulser vers l'avant ne viennent pas à bout de mon amour pour Montréal, et tant pis si les Français y débarquent en masse (j'entends leur accent partout; leur assurance m'énerve). Pendant l'automne, je rédige pour le projet Possibles (douze enjeux citoyens et environnementaux interprétés par douze artistes émergents) une ode à Montréal qui exprime ce que je continue de penser, obstinément: parce qu'elle n'est ni momie, ni musée, ni cathédrale, parce qu'elle a poussé n'importe comment, elle offre un visage adolescent et plein de promesses, elle est un terrain de jeux pour réformateurs intelligents. En janvier, la nomination de la brillante Marie-Ève Bordeleau, avocate et militante de la nation crie, comme commissaire aux Affaires autochtones de la ville, est un baume au cœur. Faire connaître les réalités autochtones, revisiter l'histoire locale à partir de leur point de vue, rendre visible l'autochtonie urbaine, des galeries d'art aux universités en passant par les entreprises et les lieux communautaires, c'est ajouter à Montréal de la texture, de la puissance, de la mémoire. Se peut-il que les cinq prochaines années voient l'émergence d'une ville davantage préoccupée par la mobilité et l'inclusion que par l'obsession d'être « sur la map » des métropoles mondiales?

Je quitterai Montréal en juillet, sept années et cinq mois après mon arrivée. Je laisserai derrière moi ce mélange de chaos et de langueur qui caractérise à mes yeux la métropole.

Je survolerai le Saint-Laurent les larmes aux yeux, puis me nicheraï au fond de ma campagne perchonne, pressée de revenir en touriste éblouie, de flotter dans les rues bordéliques et ouatées, à l'ombre des érables. (L)

• **Emmanuelle Walter** est journaliste indépendante. Parmi ses obsessions: les enjeux autochtones au Canada et la crise climatique. Elle est coauteure de *Sœurs volées* et auteure du *Centre du monde*, parus en 2014 et 2016 chez Lux éditeur. Elle a coréalisé l'expérience interactive *Gentriville* (ici.radio-canada.ca/gentriville/accueil).